Le Conseil,

Vu le rapport du 10 mars 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Monsieur le directeur de la voirie vient de me communiquer un détail estimatif de 1 500 000 F TTC auquel est joint un dossier de consultation des entrepreneurs, relatif aux travaux de réfection générale de la rue de la Charrière à Solaize.

Le projet est inscrit au programme 1999 de travaux neufs de la direction de la voirie.

La rue de la Charrière sert de liaison entre la rue des Eparviers et le chemin du Grand Merquet. C'est une voie étroite et assez fréquentée. Sur une longueur de 500 mètres, elle est bordée de rigoles pouvant atteindre 60 centimètres de profondeur.

Les travaux comporteraient le revêtement général de la chaussée, la construction de caniveaux préfabriqués en béton de chaque côté de la voie ainsi que le raccord en enrobés à chaud entre le caniveau et les façades, assurant ainsi la sécurité des piétons.

L'opération estimée à 1 500 000 F TTC, comporterait quatre lots :

- lot n° 1 - travaux de voirie,
- lot n° 2 - travaux d'assainissement,
- lot n° 3 - mission de coordination-sécurité,
- lot n° 4 - plans de récolement.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure ci-dessous le 8 février 1999 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu lesdits dossiers de consultation des entrepreneurs et détail estimatif de 1 500 000 F TTC ;

Vu les articles 295 à 298 du livre III du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Où l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte les présents détail estimatif et dossiers de consultation des entrepreneurs, lesquels seront rendus définitifs.

2° - Décide que :

a) - les travaux de voirie et d'assainissement seront traités par voie d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 295 à 298 du livre III du code des marchés publics,

b) - la mission de coordination-sécurité et les plans de récolement seront réglés sur les marchés annuels traités par voie d'appel d'offres et conclus à cet effet par les directions des ressources humaines et des systèmes d'information et télécommunications,

c) - les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à accepter les offres retenues pour valoir actes d'engagement et à signer les marchés ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite du crédit budgétaire affecté à l'opération.

4° - La dépense de 1 500 000 F TTC, à engager pour cette opération, sera prélevée sur les crédits mis à la disposition de la direction de la voirie au titre du budget primitif de la Communauté urbaine - exercice 1999 - comptes 231 510 et 231 540 - opération 0034.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,